

LA BARBARIE A ENCORE FRAPPE

par **Pepe Escobar**

«Ne blâmez pas César, blâmez le peuple de Rome qui l'a acclamé et adoré avec tant de ferveur, qui s'est réjoui de perdre sa liberté, qui a dansé sur son passage et lui a réservé des processions triomphales. Blâmez le peuple qui l'acclame quand il parle au Forum de la «nouvelle et splendide société» que Rome est censée incarner désormais, en promettant plus d'argent, plus de confort, plus de sécurité, plus de vie facile aux dépens du peuple». ~ Marcus Tullius Cicéron

Les [années de folie](#) ont commencé par un meurtre : celui du général Soleimani à Bagdad, le 3 janvier 2020. Ordre donné par Trump 1.0.

Le deuxième acte des années folles débute par un bombardement/enlèvement. Mini-Shock'n Awe sur Caracas : raid de la Delta Force. Le 3 janvier 2026. Ordre donné par Trump 2.0.

Donald Trump, déchaîné, a déclaré vouloir gouverner le Venezuela.

Ce minable néo-Caligula, autoproclamé empereur de Barbarie, pourrait ne rien diriger du tout, à commencer par sa grande gueule.

L'opération au Venezuela s'est déroulée selon un scénario impérial classique. Des sanctions meurtrières ont bloqué le commerce et les mouvements de capitaux pendant des années, provoquant une hyperinflation et une crise humanitaire incontrôlable. L'objectif a été de causer tant de souffrances aux Vénézuéliens qu'un coup d'État militaire serait inévitable.

L'enlèvement du président vénézuélien dans sa chambre à coucher, au milieu de la nuit, a suivi le scénario classique de la CIA. Ils ont réussi à soudoyer le chef de la sécurité de Maduro et son entourage proche, mais pas l'armée vénézuélienne.

Maduro n'était protégé que par les seuls Vénézuéliens, et non par les Russes, comme l'ont confirmé des sources indépendantes à Caracas. Lorsque la délégation russe est arrivée à la résidence de Maduro, elle a d'abord rencontré la résistance de certains membres corrompus de sa garde rapprochée.

Une fois ces derniers neutralisés, les Russes ont pu entrer dans la résidence et ont découvert que Maduro avait déjà été exfiltré par la Delta Force, avec l'aide de membres de son entourage. Le chef de la sécurité de Maduro a alors été appréhendé, puis exécuté.

Le lendemain de l'enlèvement, des soldats vénézuéliens ont révélé que la Delta Force comptait établir une tête de pont dans l'une de leurs unités à Caracas afin d'en faire une

base opérationnelle pour une invasion terrestre de type «Baie des Cochons». Selon les propos d'un soldat, *«nous nous sommes battus, nous avons ouvert le feu et nous avons forcé l'hélicoptère à partir sans récupérer de membres de l'unité militaire»*.

Le ministère vénézuélien de la Défense a ensuite déclaré que la plupart des membres de la sécurité de Maduro ont été tués pendant l'opération, sans toutefois préciser par qui. Cuba a par ailleurs annoncé la mort de 32 de ses ressortissants, qui ne faisaient certainement pas partie d'unités de sécurité mises en cause.

Le gouvernement chaviste reste au pouvoir, dirigé par la redoutable Delcy Rodríguez, nommée présidente par intérim par la Constitution. Aucun membre de la cinquième colonne au sein du gouvernement n'a été démasqué jusqu'à présent.

Un article publié dans le torchon *Miami Herald*, faisant référence à un ancien vice-président colombien peu fiable, Santos Calderon, sans aucune référence à des sources vénézuéliennes, a répandu la rumeur selon laquelle Delcy Rodriguez aurait conclu un pacte avec Trump 2.0 pour livrer Maduro.

Il aura fallu moins de 48 heures pour que le récit enflammé de la Maison-Blanche commence à faire pschitt. Le journaliste d'investigation Diego Sequera, présent [sur le terrain au Venezuela](#), a déjà largement démystifié le flot d'absurdités qui submerge les médias traditionnels et les réseaux sociaux.

De plus, oubliez les 28 millions de Vénézuéliens acclamant un gringo néo-Caligula et sa grande gueule comme un «libérateur». Il est désormais contraint de proférer des menaces personnelles contre Delcy Rodríguez et, cerise sur le gâteau, de promettre que l'Empire du chaos pourrait à nouveau bombardier le Venezuela.

La doctrine Trump démystifiée

Allons droit au but. Outre les fameuses «plus grandes réserves de pétrole de la planète», essentielles à un empire en difficulté financière pour servir de garantie, plusieurs motivations principales expliquent l'attaque contre le Venezuela.

1. Bellum Judaica. Outre son rapprochement avec les membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), Caracas a pris clairement position en faveur de la Palestine et a dénoncé le fléau du sionisme. Ainsi, d'un seul trait, nous assistons non seulement à l'application pratique du «corollaire de la doctrine Monroe», explicité dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale, mais aussi à la mise en œuvre de la «doctrine Donroe» par un bouffon sioniste, le néo-Caligula.

Quelle méthode plus efficace pour inculquer de nouvelles règles au reste du monde, et notamment au Sud global, sur la Pax Judaica illimitée – en réalité, le Bellum Judaica -, car

les sionistes sont désormais en guerre perpétuelle contre tous les «*Amaleks*», ceux qui ne se prosternent pas devant l'autel sioniste. Rien d'étonnant donc que Delcy Rodriguez soit allée droit au but, qualifiant dans son premier discours l'enlèvement du néo-Caligula de «*manœuvre sioniste*».

2. L'orage du heavy metal. Moins de 24 heures après le bombardement/mini-Shock'n Awe/enlèvement, et pour la modique somme de 8 milliards de dollars, Washington a conclu un accord massif pour absorber pas moins de 1000 milliards de dollars de métaux précieux vénézuéliens.

Cet accord a été financé par J.P. Morgan, actuellement en grande difficulté due à sa position spéculative sur l'argent physique. Or, le Venezuela se trouve justement sur l'Arco Minero, une zone qui concentre des milliers de milliards de dollars d'or et d'argent encore inexploités.

3. L'angle du pétrodollar. Les énormes réserves de pétrole inexploitées du Venezuela, qui font saliver le néo-Caligula, ne sont pas le cœur du problème. Ce qui importe, c'est le pétrole libellé en pétrodollars. Émettre sans fin du papier-monnaie vert, intrinsèquement sans valeur, pour financer le complexe militaro-industriel implique que le dollar américain soit la monnaie de réserve mondiale, pétrodollar compris.

L'Empire du pillage ne pouvait tout simplement pas accepter que le pétrole vénézuélien soit vendu en yuans, en roubles, en roupies ou dans un panier de devises, ou, à terme, via un mécanisme approuvé par les BRICS et indexé sur le pétrole et l'or. L'alerte rouge a été déclenchée lorsque le Venezuela s'est intégré au système de paiement transfrontalier CIPS de la Chine.

Sur le front pétrolier, vient ensuite le vol du pétrole vénézuélien de Citgo (filiale de PDVSA basée à Houston) au profit du milliardaire sioniste Paul Singer et de son fonds spéculatif, Elliot Investment Management. Robert Pincus, «fier sioniste» et membre du conseil d'administration de l'AIPAC, a été nommé par le tribunal pour mener à bien cette escroquerie, car Citgo doit plus de 20 milliards de dollars à ses créanciers, une autre conséquence néfaste de plusieurs années de sanctions.

Contrairement à la fiction caligulesque selon laquelle «c'est notre pétrole», l'historien vénézuélien Miguel Tinker Salas a formellement démontré que le pays a nationalisé l'industrie pétrolière en 1976 :

«Elle était contrôlée par les Vénézuéliens. Elle était gérée par les Vénézuéliens». Les entreprises étrangères, y compris la «filiale la plus rentable» d'ExxonMobil, ont été entièrement indemnisées, «bien au-delà de ce qu'elles ont déjà extrait».

Sans oublier les enjeux chinois, un sujet crucial.

Une vague de conjectures stupides a prétendu que la Chine n'a rien fait pour «sauver» le Venezuela. La Chine est bien trop avisée pour se livrer à ce genre de manœuvre. Pékin combattrait l'Empire du chaos devant les tribunaux.

Silencieusement, sans fanfare, Pékin a clairement fait savoir que toute attaque américaine contre les projets de l'initiative «Belt and Road» (BRI), scellés par contrat dans au moins 150 pays du Sud, ferait l'objet d'un arbitrage international devant tous les tribunaux, de Caracas à Jakarta. Autrement dit, pour le dire dans le seul langage que les barbares occidentaux comprennent, le coût juridique des opérations américaines de changement de régime deviendra prohibitif.

Un test pourrait avoir lieu très prochainement. Si le néo-Caligula «gouverne» le Venezuela – et c'est un «si» majeur -, tout ce dont Pékin a besoin, c'est de faire valoir de manière concluante une seule réclamation contractuelle contre le Venezuela dirigé par Trump. Reste à savoir si le néo-Caligula osera empêcher la vente de pétrole vénézuélien à la Chine. Bonne chance pour imposer un changement de régime dans ces conditions.

Mon pouvoir est ma raison

Pourtant, le néo-Caligula ne s'arrêtera pas pour autant, à l'instar de l'empereur romain au verbe si facile. L'Empire du chaos, sous la doctrine Donroe, entend assurer à tout prix une domination stratégique sur les corridors énergétiques et commerciaux. Forcer le néo-Caligula à renoncer au pétrole vénézuélien relève de l'impossible. Cela constituerait en effet le précédent stratégique suprême du nouveau paradigme.

«*Mon pouvoir est ma raison*» régit le nouveau désordre international, basé sur l'absence totale de règles.

Quoi qu'il arrive désormais au Venezuela, le sort de l'ensemble du Sud global/de la majorité globale est directement engagé.

Au moins, maintenant, les choses sont claires. Le droit international, c'est pour les nuls. Nous attaquons, bombardons, kidnappons, et peu importent les conséquences, parce que nous en avons le pouvoir. Il n'y a pas de limites pour le combo Barbaria/Bellum Judaica.

Et ensuite ?

L'Iran. Le criminel de guerre de Tel-Aviv a déjà transmis l'ordre de déclencher la guerre. Même si la seule «guerre» que Trump 2.0 et son secrétaire à la guerre éternelle peuvent

mener se résume à envoyer un commando de forces spéciales prendre une «tête de pont» et à lancer sans discernement des tonnes d'armes longue portée. Washington est en effet dans l'incapacité de lancer une opération interarmées à grande échelle, où que ce soit.

Le **Groenland**. Pas pour des «questions de défense», comme se vantait le néo-Caligula, mais pour piller les ressources naturelles dans un mode impérialiste de «lebensraum» et pour des raisons liées à la guerre de l'Arctique. Trump a laissé au petit Danemark juste assez de temps pour digérer la nouvelle : «*Nous nous occuperons du Groenland dans deux mois*».

Puis il y a **Cuba**, le projet favori de Marco Rubio, un gusano [dont le passé trouble le rapproche des élites narco-terroristes](#).

Plusieurs autres «nœuds» du Sud global : la **Colombie**, le **Mexique**. Et s'ils se «*comportent mal*», plusieurs pays des **BRICS**. C'est désormais la Totaler Krieg. Et l'empire du chaos/Bellum Judaica «*la suivra comme une émission de télévision*». Le Sud global ferait mieux de se ressaisir, et vite.

[Pepe Escobar](#)

source : [Strategic Culture Foundation](#) via [Spirit of Free Speech](#)